



Conseil de l'Union européenne
Secrétariat général

Direction générale Administration
Direction Ressources humaines et Administration du personnel
Le Directeur

S.E. Madame/Monsieur
l'Ambassadeur

Représentant permanent des
États membres auprès de
l'Union européenne

(par courrier électronique)

Bruxelles, le **02 MARS 2016**

Objet : **Détachement auprès du Secrétariat général du Conseil d'un expert national**
Coordination de la lutte contre le terrorisme

Réf.: END/1/2016 (3237)

Madame, Monsieur l'Ambassadeur,

La lutte contre le terrorisme continue de figurer au tout premier plan des préoccupations de la communauté internationale et de l'UE, et la charge de travail du Conseil en ce qui concerne cette importante question ne cesse de croître. Le détachement d'un des experts nationaux travaillant dans ce domaine étant arrivé à son terme, le Secrétariat général du Conseil doit recruter un expert national détaché pour assister et conseiller le Coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme dans tous les domaines de la politique de l'UE en la matière.

La durée du détachement est de deux ans et peut faire l'objet d'une prorogation pour une durée totale n'excédant pas quatre ans. Veuillez noter qu'en application de l'article 5 de la décision 2015/1027/CE du Conseil, ce détachement pourrait, dans des cas exceptionnels, être prorogé pour une durée supplémentaire maximale de deux ans.

Les qualifications et l'expérience requises sont précisées en annexe. L'expert devrait prendre ses fonctions au Secrétariat général du Conseil au plus tard le 1^{er} septembre 2016.

Les conditions du détachement, y compris les indemnités versées par le Conseil, sont fixées dans la décision du Conseil du 23 juin 2015 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés auprès du Secrétariat général du Conseil (décision 2015/1027/CE - JO L 163 du 30.6.2015 - abrogeant la décision 2007/829/CE). Conformément à l'article 2 de cette décision, les experts nationaux détachés doivent en principe avoir la nationalité d'un État membre de l'UE.

Les États membres sont invités à proposer des candidats qualifiés pour ce poste.

Je vous saurais gré d'indiquer, dans les actes de candidature, le nom du point de contact national responsable pour chaque candidature. Les actes de candidature doivent être accompagnés d'un curriculum vitae détaillant toutes les fonctions exercées jusqu'à présent et les diplômes ou autres titres obtenus, ainsi que d'une lettre de motivation.

Les réponses à la présente lettre doivent être transmises par courrier électronique, au plus tard le **20 avril 2016**, à l'adresse suivante: **service.recrutement-END@consilium.europa.eu**.

Le Coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme et la direction des ressources humaines examineront conjointement les candidatures reçues, feront une première sélection et mèneront les entretiens.

L'autorité investie du pouvoir de nomination prendra une décision d'engagement sur la base du résultat de la procédure de sélection. Le Secrétariat général du Conseil peut également décider d'utiliser la liste d'aptitude pour pourvoir, à l'avenir, d'éventuels postes vacants correspondant au même profil.

Si nécessaire, de plus amples informations peuvent être obtenues auprès du Secrétariat du Conseil en s'adressant à Christiane Hoehn (tél. +32 2 281 5380, courriel: christiane.hoehn@consilium.europa.eu), Bureau du Coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme.

Je vous prie d'agréer l'expression de ma haute considération.



Cesira D'Aniello

Annexe

Expert national détaché (END)
auprès du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne
Services rattachés au Secrétaire général
Coordination de la lutte contre le terrorisme

Réf.: END/1/2016 (3237) - 1 poste

Description du poste

A. Tâches et responsabilités

En tant que conseiller du Coordinateur, l'expert sera appelé:

- sous l'autorité du Coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme, à prendre en charge la coordination des initiatives liées à la lutte contre le terrorisme et à la lutte contre l'extrémisme violent, en particulier en ce qui concerne les aspects de la lutte contre le terrorisme liés à un certain nombre de pays et régions tiers, notamment le Moyen-Orient et l'Afrique (mise en œuvre des conclusions du Conseil des affaires étrangères du 9 février 2015);
- à recenser les domaines se prêtant à une coopération plus poussée en matière de lutte contre le terrorisme et de lutte contre l'extrémisme violent, aussi bien au sein de l'UE qu'avec des pays tiers, et à contribuer activement à l'élaboration de projets en matière de lutte contre le terrorisme, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UE; à fournir un apport sur les questions de fond, à formuler des idées et à œuvrer avec les institutions de l'UE, les États membres et d'autres intervenants aux activités de mise en œuvre;
- à se tenir informé en permanence et de manière approfondie, notamment par des recherches et des lectures fouillées, sur un large éventail de questions liées au terrorisme: à conserver dans le cadre de ses dossiers une vue d'ensemble des activités ayant trait au terrorisme qui font l'objet de travaux dans l'ensemble des instances et groupes du Conseil, ainsi que des évolutions en la matière à la Commission, au Service européen pour l'action extérieure ou au Parlement européen; à participer aux travaux de groupes, le cas échéant;
- à assister à des réunions avec le Coordinateur, y compris dans des pays tiers, ou - souvent - à y prendre part en son nom; à remplacer le Coordinateur et à intervenir en son nom dans un contexte européen ou international; à s'exprimer souvent en public;
- à rédiger rapidement de nombreux documents d'orientation, y compris pour le Conseil, des discours et d'autres contributions écrites;

- à élaborer les aspects techniques et stratégiques/politiques d'un grand nombre de dossiers complexes et à conseiller le Coordinateur à cet égard, à évaluer la mise en œuvre et à recenser les domaines où des progrès supplémentaires sont nécessaires;
- à gérer les dossiers de manière proactive, continue et autonome, en liaison avec les acteurs concernés, et à y apporter sa contribution sous la forme de commentaires, de propositions et d'idées nouvelles;
- à travailler en étroite concertation et coordination avec les institutions et agences de l'UE, les États membres, des pays tiers, des organisations internationales et des groupes de réflexion;
- à contribuer à l'établissement de relations étroites entre les hautes autorités chargées de la lutte contre le terrorisme dans son pays d'origine et le Coordinateur pour la lutte contre le terrorisme.

B. Qualifications et expérience requises

Critères essentiels

- Être titulaire d'un diplôme universitaire (niveau master)
- Avoir travaillé avec des acteurs du secteur de la sécurité dans son pays d'origine
- Avoir une excellente connaissance écrite et orale de l'anglais et une connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle de l'Union européenne¹
- Avoir travaillé dans le domaine des relations internationales
- Posséder une expérience en matière d'élaboration de politiques ayant trait aux aspects extérieurs de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme

Atouts

- Avoir occupé un poste de haut niveau dans son pays d'origine et/ou à l'étranger
- Posséder une expérience diplomatique
- Posséder une expérience liée à l'Afrique du Nord et au Moyen-Orient
- Avoir travaillé dans un environnement international
- Posséder une expérience/une connaissance du fonctionnement de l'UE dans le domaine de la sécurité (intérieure et extérieure)
- Avoir une bonne maîtrise du français
- Avoir une connaissance de la langue arabe

¹ Les langues de l'UE sont les suivantes: allemand, anglais, bulgare, croate, danois, espagnol, estonien, finnois, français, grec, hongrois, irlandais, italien, letton, lituanien, maltais, néerlandais, polonais, portugais, roumain, slovaque, slovène, suédois et tchèque.

C. Dispositions et aptitudes requises

- Avoir la volonté et la capacité de travailler dans un environnement exigeant, politiquement sensible et caractérisé par une évolution rapide et une charge de travail importante
- Être en mesure de maîtriser rapidement les aspects à la fois techniques et politiques d'un large éventail de dossiers complexes et de fournir de manière proactive des conseils prospectifs
- Avoir une excellente aptitude à rédiger, à communiquer (à l'oral et à l'écrit) et à travailler en réseau
- Posséder une grande faculté de discernement politique
- Être soucieux d'obtenir des résultats
- Posséder un sens aigu de l'initiative, de la créativité et de l'autonomie, ainsi qu'un sens développé des responsabilités
- Être disposé et prêt à voyager fréquemment à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, et notamment à se rendre dans des pays à haut risque
- Être capable de travailler efficacement au sein d'une équipe
- Avoir le sens de la discrétion
- Être titulaire d'une habilitation de sécurité SECRET UE. Cette habilitation doit être obtenue par le candidat auprès de ses autorités compétentes avant son détachement auprès du Secrétariat général du Conseil. La validité de cette habilitation doit couvrir toute la durée du détachement. À défaut, le Secrétariat général se réserve le droit de refuser le détachement en tant qu'expert national.

D. Conditions générales

Être ressortissant de l'un des États membres de l'Union européenne et jouir de tous ses droits civiques.

Le Secrétariat général du Conseil applique une politique d'égalité des chances.

D'autres informations concernant la nature du poste peuvent être obtenues auprès de M^{me} Christiane Hoehn (+32 2 2815380 - christiane.hoehn@consilium.europa.eu), Bureau du Coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme.